

Entretien de Michel Callon  
avec Andrew Barry et Don Slater<sup>1</sup>

# Composer des organisations de marché

La terminologie critique à base de « capitalisme » et de « marché » présente l'avantage de ne pas avoir à décrire précisément ce dont on parle, des marchés concrets. C'est toute l'économie qui, en se constituant comme science, a prétendu pouvoir se passer de ces descriptions. Aujourd'hui, les débordements sont pourtant manifestes, par exemple lors des controverses scientifiques et techniques comme celle des OGM ou celle des droits de propriété en général. Un public se constitue, qui débat d'organisations de marchés différentes.

Andrew Barry: Pour commencer, il serait possible de faire la relation entre votre travail sur les marchés et vos travaux précédents en anthropologie de la science et de la technologie<sup>2</sup>. On sent comme une généralisation entre les deux. Pouvez vous préciser cette relation?

Michel Callon: Je pense qu'il y a trois types de relations entre les travaux sur les marchés et ceux sur la science et la technologie. Tout d'abord, la façon dont nous étudions actuellement les sciences sociales est seulement une extension du travail sur les sciences

**1** Traduit avec la permission de l'éditeur de *Technology, Politics and the Market: an interview with Michael Callon* by A Barry and D Slater, *Economy and Society*, (2002), disponible sur le site <http://www.tandf.co.uk/journals/routledge/03085147.html>

**2** Cette interview fait suite à la publication en anglais de l'ouvrage de Michel Callon, « *The Laws of the Market* », non traduit à ce jour en français. Michel Callon avait ■■■

■■■ surtout contribué jusqu'à présent à l'anthropologie et à la sociologie des sciences et des techniques, au sein du Centre de Sociologie de l'Innovation de l'École des Mines de Paris. Ce courant, formé avec Bruno Latour, a joué un rôle important pour intégrer l'équipement matériel des activités humaines (dont la science et plus récemment l'économie et le droit) dans l'analyse des sociétés, pour modifier radicalement le statut des sciences humaines hors de toute position scientifique, critique, surplombante et de dévoilement, et pour montrer le travail des acteurs pour donner sens à leurs activités, pour mettre en évidence ces formes de construction sociale à travers des réseaux (Actor-Network Theory), dans des processus de déplacement et de « traduction », ouvrant ainsi des espaces politiques à des collectifs incertains mais créateurs. Plus récemment, et notamment dans cet ouvrage, Michel Callon a mis en place des concepts de « cadrage-débordements » pour montrer à la fois comment les acteurs font tenir leurs mondes et se font en permanence dépasser par ces constructions, notamment en raison de l'introduction de la science et de la technologie à tous les niveaux des activités humaines et ainsi de toute l'incertitude qu'elles portent avec elles (NdT).

dans les années 60, 70 et 80. En essayant de comprendre comment la science et l'économie étaient coordonnées, j'ai été frappé par le rôle de cadrage des théories économiques. Aussi pour ces trois raisons, il

naturelles. C'est simplement la continuation de l'anthropologie mais une anthropologie intéressée par l'économie au sens le plus large du terme, et qui comprend par exemple le marketing et la comptabilité.

La seconde raison est le rôle de la technologie dans la structuration des marchés économiques. On ne peut pas penser les marchés et leur dynamique sans prendre en compte leur matérialité et le rôle des dispositifs techniques. L'anthropologie des techniques peut être d'une grande utilité si nous voulons comprendre comment les marchés sont stabilisés et organisés. La troisième raison est le travail que nous avons fait sur les relations entre la recherche scientifique, la recherche académique et la fonction des marchés économiques. J'ai cherché à expliquer les échanges entre recherche académique et marchés. Et j'ai été frappé par le fait que les économistes avaient joué, pas tous seuls certes, un rôle important dans la conception des institutions qui organisent les échanges entre recherche scientifique et marchés.

Par exemple, si on prend le modèle linéaire habituel, avec le flux de connaissance passant d'un laboratoire au consommateur final via l'entreprise ou l'industrie, on peut reconnaître le rôle de la théorie économique dans la justification de ce modèle. Le travail fait par Arrow et Nelson à la fin des années 50 et la théorie de la science comme bien public, a fortement contribué à faire exister l'idée d'une sphère scientifique autonome déconnectée des marchés.

De plus, si vous retracez la généalogie depuis le Projet Manhattan et Vannevar Bush jusqu'à Arrow et Nelson, cela fournit une bonne explication de la configuration institutionnelle de la science et des activités économiques

était impossible d'éviter de considérer les marchés comme construits et il était nécessaire d'insister sur l'importance des technologies, dont l'économie fait partie, dans ce processus de construction.

Don Slater : Cette relation entre la science et les marchés est un élément très excitant dans votre travail et cela produit des connections et des moyens de penser le marché qui n'auraient pas été possibles autrement. Mais cette insistance sur les marchés en relation avec la science peut fournir une grille de lecture très technocratique de certains processus sociaux autour du marché. Par exemple, une bonne partie du débat sur les externalités et les débordements renvoie à une sphère très politisée de conflit sur les limites des marchés. Alors que dans votre discussion cela s'oriente vers une zone beaucoup plus technocratique où les disputes peuvent être résolues en développant une nouvelle métrique ou par une sorte de procédure scientifique. Cela oriente la discussion vers une possibilité d'arrangement négocié calmement entre des forces en compétition. Cela peut conduire hors de la politique.

Michel Callon : Oui, il y a deux possibilités. Si l'on prend ce que les économistes appellent « externalités » et que j'appelle « débordements » (overflow), on peut dire qu'une façon d'intégrer et d'internaliser ces externalités consiste simplement à prendre en compte les groupes d'intérêt et à étendre le marché.

Mais dans mon esprit, ce n'est pas la bonne façon de comprendre ce que les débordements signifient, parce que l'effet de cadrage des activités économiques crée, hors du marché, des identités émergentes qui sont politiques per se. On ne peut donc pas réduire les conséquences du « débordement » à un simple calcul d'intérêt. Je dirais que ce qui est créé hors des frontières du marché n'est pas réductible au calcul économique, parce que les marchés créent de nouvelles identités collectives qui ne sont pas très bien définies.

On ne peut pas les prendre en compte sans créer ou installer un espace, un espace politique dans lequel ces identités sont discutées et se confrontent. On peut imaginer un débat entre des forces technocratiques qui insisterait sur la nécessité ou la possibilité de réduire ces externalités à une simple prise en compte d'intérêts. Mais il y a d'autres façons d'organiser le processus politique pour discuter les nouvelles identités et la place du marché dans ces nouvelles configurations. C'est une sorte de test de force entre les approches technocratiques et les forces plus politiques.

Andrew Barry : Avez vous en tête un modèle normatif d'espace politique dans lequel les débordements pourraient devenir identifiables?

Michel Callon : Oui, je pense précisément qu'un des devoirs des sciences sociales consiste à contribuer à l'explication ou à l'articulation de cet

espace politique. Ce que nous avons essayé de faire dans notre dernier livre *Agir dans un monde incertain : Essai sur la démocratie technique*, c'est décrire ces espaces où les identités émergentes créées par les débordements des techno-sciences puissent être discutées et mobilisées pour composer, constituer le collectif. Il existe un étrange engrenage entre les techno-sciences et les marchés économiques qui produit ce que Marylin Strathern appelle « la prolifération de nouvelles identités » et qui crée constamment de nouvelles incertitudes sur la constitution du collectif. Cette création et cette prolifération permanente du social (ou ce que nous appelons des groupes concernés émergents) requiert de nouvelles procédures, de nouvelles institutions, des institutions politiques, des formes de débat, etc.

Don Slater : Dans quelle mesure votre version normative de la démocratie inclut-elle le marché ou se définit elle en opposition au marché ? Pendant des années, nous avons été pris entre une économie politique qui ne pouvait pas traiter des processus de marchés au sein de la sphère démocratique et le néo-libéralisme qui simplement réduisait la démocratie au marché.

Michel Callon : Je pense qu'on peut soulever la même question sur la relation avec les techno-sciences et les relations avec les marchés. Ce qui est nouveau, c'est qu'on ne peut plus les déconnecter. Les deux questions sont liées. Si vous voulez résoudre la question du traitement démocratique de la science et de la technologie, vous devez aussi résoudre celle des relations entre marchés et démocratie à cause de cette relation entre développements scientifiques et techniques et développements économiques.

Vous ne pouvez séparer la science et la technologie des marchés économiques. Les deux institutions, c'est le terme que j'emploie, sont enchevêtrées (*entangled*). Je pense qu'il existe maintenant une chance car les gens sont plus avertis des conséquences possibles ou potentielles des techno-sciences, et un plus grand nombre de groupes sociaux sont capables de se mobiliser eux-mêmes pour contrôler la science et la technologie. De la même façon qu'ils sont devenus conscients que les marchés devaient être organisés de façon à permettre certains développements technologiques ou scientifiques.

Du fait que les débordements technologiques et scientifiques sont nourris par des logiques économiques, l'idée des marchés comme question politique peut de plus en plus être pensée. Oui, je pense que les connections entre techno-sciences et marchés économiques rendent plus centrales et plus discutables à la fois les orientations de développement technologique et l'organisation des marchés.

Andrew Barry : Est-ce que cela implique un modèle normatif de citoyenneté ? En ce moment, on promeut souvent l'idéal de la citoyenneté

## ■ L'exemple de la criée de Marseille comme organisation de marché

Extrait d'une conférence de Michel Callon à San Diego, 2002, « Les marchés économiques comme dispositifs collectifs de calcul ».

L'idée qu'une organisation de la relation offre/demande est un problème en tant que tel n'est pas nouvelle. La distinction classique entre enchères, marché à prix négociés et marchés à prix fixes montre la diversité des formes d'organisation. La diversité est encore plus grande si l'on prend en compte l'existence de différents types d'enchères et la possibilité de formes hybrides. En utilisant un exemple emprunté à Kirman, le marché au poisson de Marseille, je veux montrer que des microstructures existent (et sont complexes) et qu'elles peuvent produire des régularités globales et imprévisibles. Dans le cas de la criée de Marseille, le marché agrégé est concurrentiel alors que les comportements des agents individuels ne le sont pas. Bref, il existe quelque chose que l'on peut décrire comme un marché agrégé, mais sa structure est le résultat d'une composition organisée d'un grand nombre de transactions de marché singulières. Ce n'est pas le cadre qui définit les règles et qui formate ces transactions.

Comme Kirman le remarque, les criées sont une institution très ancienne que l'on peut trouver même dans la Rome antique. C'est aussi un thème

classique d'études pour les économistes. « D'abord, dit Kirman, comme le poisson est une denrée périssable et qu'on ne peut constituer des stocks, l'analyse du marché en est rendue plus simple. Ensuite, l'organisation de ces marchés varie d'un lieu à l'autre pour des raisons peu évidentes. En Islande par exemple, il y a 32 enchères, 18 sont montantes, de type anglaises, et 14 sont descendantes de type hollandais. À Lorient, le poisson est vendu selon une combinaison de négociation directe, de gré à gré, et d'enchères, alors qu'à Sète, on le vend en enchères descendantes. La criée de Sidney fonctionne comme deux enchères simultanées de type hollandais. »

La criée de Marseille est intéressante pour plusieurs raisons: des données précises sur les transactions existent, systématiquement collectées par la Chambre de Commerce qui gère la criée.

Son organisation est originale. Sur la criée, ouverte (à l'époque) tous les jours de l'année de deux heures à six heures du matin, 500 acheteurs et 45 vendeurs se présentent en tout, 130 espèces de poissons sont vendues. Les prix ne sont pas fixés et le total des stocks n'est pas connu au début de la journée. Toutes les transactions se font de gré à gré. Il y a peu de négociations et les prix donnés par le vendeur peuvent être considérés comme des prix à prendre ou à laisser.

L'analyse des données montre qu'une grande proportion des acheteurs sont fidèles à leurs vendeurs. De

plus, durant la même journée, le même vendeur accepte des prix de vente différents selon les acheteurs, et la variation peut être importante (jusqu'à 30 %). Cette distribution est stable d'un jour à l'autre et contrairement à ce qu'on pourrait attendre, pendant la même journée, on n'observe pas de baisse des prix. Paradoxalement, ce sont les acheteurs les plus fidèles à qui l'on demande les prix les plus élevés!

L'écart entre le marché réel et le marché abstrait est à son maximum. Sur la criée, les comportements individuels ne correspondent pas du tout à ce qu'on peut attendre sur un marché concurrentiel. Pourtant, le calcul sur le marché agrégé fait par les économistes montre qu'il suit parfaitement la loi de la demande: quand la demande augmente, les prix montent et inversement.

Cet exemple montre deux choses. Premièrement, il montre la complexité des règles qui organisent l'expression de l'offre et de la demande et leur rencontre et qui fixent les conditions de l'évaluation de biens qui précède la transaction. On voit clairement qu'il n'est pas suffisant de dire que les produits peuvent être évalués (et ils le sont, car, comme le montre la fidélité des acheteurs envers leurs vendeurs, la singularité des biens, malgré leur apparente standardisation, est très élevée.). Il n'est pas suffisant non plus de dire que les agents sont équipés d'outils d'évaluation (et ils le sont car les acheteurs sont ensuite vendeurs qui doi ■■■

■■■ vent équilibrer leurs opérations). Pour rendre compte de la réalisation des transactions, il est nécessaire d'ajouter – et c'est une contribution de Kirman – que les transactions se déroulent dans un cadre spatial et temporel bien défini, qu'elles sont de gré à gré, avec un prix non public et non négocié, un grand degré de variabilité des prix pour le même vendeur et le même poisson, de fortes fidélités, etc. Le fait que la transaction se fasse à un certain prix est le résultat de toutes ces règles qui contribuent, au même titre que des produits évaluables et des agents évaluateurs, à constituer le marché du poisson comme un dispositif socio-technique puissant de calcul.(...)"

Une simulation de ce marché montre que la composition de ces micro-transactions non concurrentielles débouche sur

la constitution d'un marché abstrait concurrentiel. Le résultat explique probablement pourquoi, quand il fallut réorganiser le marché, ni les acheteurs ni les vendeurs n'y furent favorables. Cette organisation du marché donnait satisfaction aux agents, pris individuellement, car ils s'engagent dans des relations de fidélité à long terme. Ce qui a montré une efficacité difficile à améliorer. L'important dans cette démonstration, c'est qu'il n'y a pas de solution idéale. L'efficacité du marché abstrait peut être obtenue grâce à plusieurs modes d'organisation de la concurrence. Notons aussi que le marché agrégé (anonyme) est une réalité calculée par les économistes et non un cadre pour formater les transactions. Les transactions sont cadrées et formatées par un ensemble de règles qui n'ont rien à voir

avec le marché abstrait et qui n'ont aucune utilité dans sa description. En fait, il faudrait tenir compte de bien d'autres choses que les règles, car plusieurs dispositifs techniques sont nécessaires pour organiser des rencontres et pour l'efficacité des règles.

Peut-on alors encore parler de marché agrégé? Oui, à condition de ne pas exclure les mécanismes d'agrégation et de mise en relation, car ce sont eux seuls qui expliquent la production de régularités. La fameuse loi du marché (quand la demande augmente, les prix augmentent), est un des résultats possibles. Mais même si on peut l'observer, elle ne joue pas le rôle d'une contrainte structurelle.

Traduction:  
Dominique Boullier

active. Votre suggestion semble impliquer aussi un modèle normatif de citoyenneté mais assez différent.

Michel Callon : Je pense que c'est différent parce que le modèle habituel de citoyenneté est basé sur des réalisations et des volontés individuelles. Mais si vous prenez les débordements, vous ne pouvez pas savoir qui est concerné. Est-ce un individu? Un groupe d'individus? Un collectif hybride, mêlant humains et non humains? Personne ne peut répondre à cette question. C'est donc un principe d'incertitude sur ce qui constitue ce collectif ou ce qui le constituera.

Cette notion de citoyenneté est habituellement reliée à celle d'individu ou à celle de société faite d'individus qui doivent être intégrés, ou qui doivent être plus actifs pour recréer et reconstruire en permanence le lien social. Notre modèle est très différent. Est-il normatif? Oui, c'est certain. Mais pas d'une façon technocratique. Car dans l'ancienne configuration, vous avez une séparation entre la science et le pouvoir politique, ainsi qu'une séparation entre les gens ordinaires et les spécialistes d'un côté et les citoyens individuels ordinaires et les représentants professionnels de l'autre.

Cette configuration produit toute une série de problèmes. L'un d'eux, c'est la passivité des citoyens individuels ordinaires qui sont créés par cette configuration et qui sont, dans le même temps, contraints de déléguer d'une part leur volonté pendant une longue période à leur représentants élus et d'autre part la production de connaissances aux experts professionnels ou aux chercheurs. Dans cette ancienne configuration, pour combler ce fossé créé en permanence par cette double délégitimation, la seule solution consiste à fabriquer des citoyens individuels plus actifs et plus interactifs. Ce que je dis, c'est que grâce à tous les débordements, cette ancienne configuration est en train d'être démantelée. Les acteurs innovants expérimentent de nouvelles configurations.

Dans ce processus de recomposition, vous avez même de nouveaux types de régulation politiques qui apparaissent. Le rôle des sciences sociales consiste à tenter de rendre visibles l'évolution et les formes de cette expérimentation. Je pense qu'on ne peut échapper à cette question de normativité. Doit-on ou non maintenir le même schéma institutionnel issu de l'époque où la science, les marchés et les pouvoirs politiques étaient profondément déconnectés les uns des autres?

Don Slater : On pourrait remplacer le mot « externalités » par le mot « risques » comme le fait Beck et dire que ces institutions sont débordées par le risque? La réflexivité potentielle de ces institutions naîtrait de ce sens du danger.

Michel Callon : Pas vraiment un sens du danger ou du risque. Je refuse de désigner la société comme « société du risque » par exemple, car c'est une façon unidimensionnelle de définir les enjeux et les problèmes. En voyant les risques partout et en prétendant que le risque est la préoccupation centrale de la société, on tend à homogénéiser des situations très différentes. Quand on impose cette notion de risque comme une catégorie d'analyse et comme catégorie pragmatique, on réduit l'espace du débat politique. Vous ne pouvez plus laisser les acteurs définir eux-mêmes ce qui est en jeu.

Je suis frappé de voir que dans de nombreuses controverses socio-techniques la notion de risque est carrément absente. Si l'on prend par exemple le cas des OGM, on trouve de nombreux discours sur l'existence ou non des risques liés aux OGM. Mais si l'on regarde les contenus des débats des mouvements sociaux, il faut bien reconnaître que la majorité des acteurs ne se préoccupe pas des risques. Ils débattent d'une organisation globale des marchés, de l'organisation du développement de l'agriculture et de l'emploi. Dire que l'on est dans une société du risque est tout simplement trompeur. Nous préférons partir de notions

plus larges et moins codées d'incertitudes sociales et techniques et de l'idée d'une investigation collective visant à les réduire.

Andrew Barry: La « société du risque » de Beck est aussi un cas intéressant d'influence de la sociologie dans le cadrage des marchés. Il n'y a qu'à voir la croissance de l'industrie du management du risque.

Michel Callon: Dans notre livre, *Agir dans un monde incertain*, nous n'utilisons jamais la notion de risque. C'est une notion contre-productive. C'est un concept utile pour la prise de décision politique et les compagnies d'assurance mais pas pour les sociologues car nous devons donner leur place aux acteurs et les laisser choisir le répertoire des débats. C'est une façon d'imposer une certaine forme de débat politique. Par exemple, cette idée de distribuer les risques parmi différents acteurs ou groupes sociaux est un rêve technocratique.

Andrew Barry: Cela soulève la question du changement historique. Beck voit l'émergence de la société du risque comme une transformation historique. Et ce que vous disiez, c'est qu'il existe une tendance à de plus grands débordements.

Don Slater: Plus largement, vous dites que les institutions deviennent plus flexibles, et ça c'est un changement historique.

Michel Callon: Oui les deux points sont liés et ce n'est pas facile d'y répondre. On peut prendre plusieurs points d'entrée. Le premier point relève de l'observation empirique. Vous êtes d'accord sur le fait que l'on observe une multiplication de controverses socio-techniques? C'est difficile de le contester. Si vous admettez cela, vous devez expliquer pourquoi ces controverses sont devenues plus fréquentes et plus difficiles à manager du point de vue des institutions existantes.

Par exemple, l'innovation du principe de précaution pouvait être vue comme une réponse au nombre croissant de débats socio-techniques. Il existe de nombreux indicateurs montrant que ce qui émerge n'est pas complètement nouveau mais devient plus central qu'auparavant. Si vous voulez expliquer ça, vous devez écouter les acteurs et non imposer votre propre interprétation ou votre propre grille d'analyse. Si vous écoutez les acteurs engagés dans de telles controverses, on peut entendre deux messages. Le premier, c'est: « Ne laissez pas le monopole de la production de connaissance aux experts ou aux spécialistes, ne les laissez pas exclure les acteurs, les groupes concernés, les gens ordinaires, etc. Nous sommes capables de participer à cette production de connaissances. ».

Le second c'est la contestation de la division entre les représentants professionnels, les représentants politiques et les citoyens ordinaires. Ce qui est en jeu dans ces forums, ce n'est pas la distribution du



risque, mais précisément la contestation des deux grandes séparations entre les gens ordinaires et les spécialistes d'une part et entre les citoyens ordinaires et les acteurs politiques ou professionnels d'autre part. Une explication possible de ces messages c'est l'existence d'une nouvelle forme d'intrication entre les marchés économiques et les techno-sciences.

Ce qui devient central dans ces débats est un souci à la fois de transformation des conditions institutionnelles et de la direction de la recherche et de transformation de l'organisation des marchés économiques. Je ne dis pas que c'est toujours présent mais que c'est souvent discuté dans ces controverses publiques.

Andrew Barry : Il semble que cette question d'organisations de marchés soit devenue beaucoup plus centrale dans les controverses technologiques à un point jusqu'alors inconnu.

Michel Callon : Je pense que c'est devenu plus important dans les pays européens. Je ne suis pas sûr qu'aux États Unis ce soit exactement la même chose. Mais la situation pourrait changer. Dans le cas des pays européens, on peut dire que ce qui est débattu est précisément l'organisation des marchés. Et pour moi, c'est une situation nouvelle car avant la chute du mur de Berlin, vous aviez les économies de marché d'un côté et les économies planifiées bureaucratiquement de l'autre côté.

Mais je pense que maintenant nous sommes débarrassés de ces dichotomies et de cette opposition. Les acteurs sociaux sont conscients du fait que la notion de marché est très large, ambiguë, polyvalente et qu'il est possible de modeler le marché, de changer ses bases et ses institutions. L'idée et la conviction que l'économie devient politique à nouveau gagnent du terrain. Prenez les débats sur la propriété intellectuelle, sur les OGM, sur les questions de santé, de sécurité sanitaire... dans ces débats, la question principale est maintenant : comment organiser les marchés. Je ne crois pas que tous les groupes aient la capacité de participer à ces débats, mais il est vrai que maintenant les marchés économiques sont considérés comme des questions politiques.

Don Slater : Ce point me pose problème. Dans un sens, il est évident que les marchés ont toujours été des questions politiques. Nous pouvons parler de toute l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle comme celle de l'opposition de la classe ouvrière aux marchés. On peut aussi parler des débats énormes au début du XX<sup>e</sup> siècle sur l'État providence, souvent en relation avec le mouvement ouvrier. De tels débats portaient sur la contestation de la forme naturelle du marché. On pourrait même dire le contraire : la période la plus dépolitisée de l'histoire du marché a été celle du néolibéralisme

des vingt dernières années. Même les partis socio-démocrates, comme en Grande Bretagne, acceptent le marché.

Michel Callon : Je suis d'accord avec cette analyse. Mais le marché n'est pas une organisation unifiée comme elle était au XIX<sup>e</sup> siècle ou même dans la première moitié du XX<sup>e</sup>. Le paradoxe est le suivant : tout le monde est d'accord pour dire que le marché est une institution très efficace mais il me semble que de plus en plus de gens considèrent qu'il y a plusieurs façons d'organiser les marchés spécifiques, les marchés concrets. Il s'agit donc d'une situation très différente car il existe maintenant une grande quantité de façons de voir les marchés économiques. Le marché en tant que catégorie et institution unifiées est en train de disparaître progressivement.

Don Slater : Tout dépend de qui vous écoutez. Si vous voulez dire que de plus en plus de chercheurs en sciences sociales reconnaissent que les marchés sont multiformes et qu'ils ne sont pas spécifiques au capitalisme ni à la modernité, c'est vrai. Il y a une réflexivité croissante, au sens d'un langage pour parler de la diversité des formes de marchés et des choix politiques. C'est encore différent de dire qu'auparavant elles n'étaient pas multiformes. Si on suit certains acteurs économiques, ils auraient pu nous dire tout cela il y a quelques générations déjà. Ce sont seulement nos discours qui ont changé.

Andrew Barry : Par comparaison avec un passé relativement récent, il y a cependant une nouvelle politisation du marché actuellement. Le point que nous n'avons pas vraiment discuté est l'émergence du néo-libéralisme et ses variantes en France et en Grande Bretagne. Nous devons étudier la façon dont le néo-libéralisme a comporté à la fois de la dérégulation et de la dépolitisation, mais comment il a aussi apporté de la re-régulation. La reconnaissance du fait que le marché présente des formes politiques différentes vient en grande partie de ce sentiment que l'on est engagé dans un processus de re-régulation.

Michel Callon : C'est un point très important. Ce n'est pas la même chose de dire que les marchés sont multiformes et de dire que nous devons avoir un débat sur comment organiser les marchés. En Grande Bretagne et en France, pour des raisons différentes, nous sommes arrivés à cette question politique. L'organisation des marchés dépend de la nature des technologies, de la nature des activités professionnelles qui sont concernées, etc. Je pense que nous pouvons aussi relier cette question au débat sur la marchandisation de la vie.

Ce n'est pas une question nouvelle mais c'est vraiment une question centrale et la façon dont nous répondons à cette question est devenue profondément différente maintenant. Les métaphores de l'infrastruc-

ture et de la superstructure et la métaphore de l'enchâssement n'aident pas à trouver des réponses. J'ai essayé dans *The Laws of the Market*, de replacer ces vieilles métaphores par une nouvelle façon de décrire les transactions et les relations qui comportent un double processus d'enchevêtrement et de désenchevêtrement. Cette notion de désenchevêtrement conduit à rendre compte des marchés d'une façon très différente de celles d'infrastructure ou d'enchâssement. (...)

Ce que vous verrez c'est que pour produire de l'aliénation entre deux agents dans un lieu donné, vous devez produire de plus en plus d'attachements, de relations et de proximité entre des agents qui sont habituellement très distants. Par exemple si vous voulez créer un cadre pour la transaction entre un courtier et un client dans un marché financier, le courtier, le vendeur et le concepteur du produit financier doivent être très proches de tous les courtiers, des banques, sur tous les continents, etc. Il y a donc un double mouvement pour produire de plus en plus d'attachements pour cadrer ce lieu isolé où sont provisoirement stabilisées les relations aliénées entre des étrangers.

On doit décrire ce double mouvement, la logique duale des marchés. Plus vous produisez des attachements, plus vous êtes capables de produire et de stabiliser des enchevêtrements. D'un côté, les enchevêtrements sont étudiés, explorés et rendus plus explicites et visibles, conduisant provisoirement à des attachements entre biens et humains. De l'autre, à travers le même processus, l'offre et la demande s'ajustent, sont co-produites et le terrain est préparé avec soin pour la transaction commerciale. C'est la raison pour laquelle on peut dire, d'une façon paradoxale, que pour rendre le désenchevêtrement possible, les agents économiques doivent investir lourdement dans la production d'enchevêtrements. Pour désenchevêtrer, vous devez d'abord mieux enchevêtrer! (...)

Dans un marché vous avez besoin de technologies, de sciences, et sans doute de formes de représentation politique, etc. Le problème consiste à décrire cette diversité de relations, modalités de coordination et d'énonciation, qui sont mobilisées pour créer une base sur laquelle sont possibles des transactions commerciales. Le problème est d'expliquer comment des cadres isolés sont forgés, permettant ces relations très spécifiques dans lesquelles des biens et des services sont aliénés et des relations commerciales sont installées. Et pour expliquer cela, il faut enrichir la description des connections, des relations ou des processus au sein desquels sont plongés les agents. Pour créer des îlots de transactions commerciales, vous devez imaginer une toile très riche de relations variées et les notions d'enchevêtrement et de désenchevêtrement peuvent selon moi décrire de façon satisfaisante ce double mouvement.

Don Slater : Que deviennent des catégories comme capital et classe ? C'est peut être une question dépassée mais comment se déplace-t-on ou devrait-on se déplacer des marchés au capitalisme ? Y a-t-il une version d'une macro-économie qui serait compatible avec cette métaphore ? Nous abandonnons les modèles profonds de l'infrastructure et de la superstructure. Nous abandonnons les hypothèses selon lesquelles nous sommes dans un modèle de l'enchâssement. Est-ce que cela nous laisse sans aucun modèle structurel ?

Michel Callon : Oui je dirais que nous n'avons plus de macro-structures. L'idée de macro-structures est fort loin des descriptions que nous essayons de donner. Comme je l'ai dit, cela ne veut pas dire qu'il n'existe que des localités locales, car ce que fournit cette description est précisément une double logique de cadrage local et de connexion entre localités. Dans ces termes, certaines localités sont capables de contrôler d'autres localités. Ce qui doit donc être expliqué est donc la construction progressive de connexions et de localités qui sont capables de contrôler d'autres localités.

Ce qui pourrait remplacer une vision de la société marquée par le conflit de classe serait un compte rendu de la compétition entre différentes façons de connecter, de contrôler et de cadrer des localités. J'admets que c'est très difficile d'imaginer ces nouveaux types de conflits. Mais si vous voulez interpréter les nouveaux conflits à propos de l'organisation du marché des OGM, par exemple, vous devez imaginer un conflit entre différentes façons de structurer les marchés et considérer les marchés précisément comme la capacité à attacher et à forger certaines entités et à en déconnecter d'autres.

Dans le cas du marché des OGM, ces entités comportent des formes transgéniques d'organisation de l'agriculture, des développements et des relations entre le nord et le sud, etc. et la nature des droits de propriété. Toutes ces questions sont débattues et l'opposition n'est pas entre classes définies par la position des gens dans le processus politique. L'opposition se situe entre des groupes émergents qui définissent différentes façons d'organiser ces marchés, sachant que l'organisation de ce marché dépend des types de produits qui sont conçus et vendus et aussi des types de droits de propriété, etc.

Je ne dirais pas qu'il y a des structures et que vous devez prendre position au sein de ces structures, et depuis cette position, déduire et expliquer certaines oppositions et certains conflits. Nous avons plutôt des oppositions et des conflits à propos de comment structurer ces marchés économiques, étant donné que cette structuration dépend de configurations qui mêlent les droits de propriété, certaines formes de

développements technologiques, et d'autres choses. Ça ne veut pas dire qu'il n'existe pas de processus de structuration mais que c'est le processus de structuration en tant que tel qui est en jeu. C'est l'hétérogénéité des marchés qui les rend malléables et c'est à propos de ce processus que les conflits émergent.

Andrew Barry : C'est plus une question de processus de structuration que de structure. Mais peut-on penser et voir les formes de conflits qui traitent de ces aspects très généraux des processus de structuration ? Par exemple, à propos de toute l'institution des droits de propriété, ou même du capitalisme.

Michel Callon : La question des droits de propriété est un cas excellent. Parce que d'un côté vous ne pouvez pas imaginer un marché organisé sans définir un certain type de droits de propriété. Mais d'un autre côté, on peut dire que la diversité est grande entre les types de droits de propriété, leur distribution, leur définition. Et vous pouvez imaginer des marchés très différents grâce à cette grande diversité dans la forme des droits de propriétés. Les discussions et les débats sur les droits dépendent des types de marché, des types de technologies, des types de débat politique, etc.

Si l'on prend le cas des biens culturels, par exemple, vous pouvez imaginer des configurations et des régulations basées sur des définitions différentes des droits de propriété. Donc la question des droits de propriété est ouverte. Même si vous maintenez la notion de capitalisme, vous pouvez avoir plusieurs formes de capitalisme selon les formes du compromis, par exemple, à propos des droits de propriété. Mais je pense que votre question porte sur l'équivalence entre une certaine conception des droits de propriété et l'existence du capitalisme. Je ne sais pas si dans votre esprit, dès qu'on pose la question des droits de propriété on se situe dans le capitalisme. Seriez-vous prêts à admettre que les droits de propriété peuvent être compatibles avec des façons d'organiser les marchés si différentes que même la simple notion de capitalisme n'aide pas à décrire ces possibilités ?

Don Slater : Même si vous avez des types de droits de propriété différents, il reste un aspect fondamental, celui de l'aliénation au sein de laquelle vous pouvez avoir différents types de contrats. Il existe une certaine structure d'aliénation, de délimitation de certains types de transaction que j'associerais avec le capitalisme, même si cela peut prendre des formes très différentes. Et cette forme de transaction semble capable d'être régularisée à travers un nombre incroyable de lieux. (...) Pratiquement quand vous négociez ce type d'environnement économique, vous supposez certaines régularités qui peuvent être contestées à d'autres niveaux politiques que celui du marché.

Michel Callon : Je comprends cet argument, très solide. Dès que vous avez une certaine forme de droits de propriété permettant de cadrer l'interaction, vous pouvez dire que le capitalisme existe et que cela prend la forme d'une structure supérieure. Mais je ne suis pas complètement convaincu. Prenez le cas des économies informelles par exemple, je suis frappé par le fait que ces économies sont souvent très formalisées. Les règles sont très bien définies et explicites et dans certains cas, elles comportent des collaborations entre les acteurs et les économistes académiques.

Je connais des économies informelles dans le sud de la France, qui ont inspiré des collègues qui travaillent sur l'économie anthropologique et qui cherchent à définir des façons différentes de construire les marchés. On peut montrer la possibilité de créer de nouvelles institutions. Je résiste à l'idée de nommer ces économies comme capitalistes. Si on considère que les marchés économiques sont mis en œuvre par des technologies, de la théorie économique, dans certains cas on peut imaginer que les activités économiques peuvent conduire à des institutions et des expériences dans lesquelles vous trouvez des droits de propriété mais arrangés de telle façon que la notion de capitalisme n'est guère utile pour comprendre ce qui se passe.

Don Slater : Connaissez-vous JK Graham, *The End of Capitalism (As We Knew It)* ? Il souligne que la tâche principale consiste à déconstruire cette notion de capitalisme qui a été construite et qui est plus solide dans l'idéologie qu'elle ne l'est en réalité.

Michel Callon : Oui je pense que c'est un point important, le capitalisme est une invention des anti-capitalistes. Mais cela ne signifie pas que nous adoptions l'idéologie libérale ou néolibérale parce que nous découvrons précisément la diversité des marchés. Certains marchés sont des dispositifs très puissants pour créer des asymétries et d'autres formes de marchés sont plus ouvertes à des formes de débat, de réorganisation, etc.

Don Slater : Nous produisons cette chose que nous ne pouvons renverser et dont les structures dominent notre opposition.

Michel Callon : Je pense qu'il est important de redire que le capitalisme est maintenu en vie grâce au mouvement et à l'analyse anticapitalistes. C'est la raison pour laquelle je suis en désaccord avec la description donnée par Luc Boltanski, car son argument est que le capitalisme – sa logique d'accumulation, etc. – est amoral. Il n'y a pas de moralité dans le capitalisme. Mais je pense que c'est une erreur de décrire le capitalisme comme homogène et de ce fait, non concerné par les questions considérées habituellement comme politiques, éthiques, etc. Si vous acceptez la diversité de ce qu'on appelle habituellement le capitalisme, vous êtes amené à reconnaître que dans

certains marchés vous avez des discussions constantes et des négociations sur des questions éthiques ou politiques.

La manière dont on trouve les réponses est différente d'un marché à l'autre, d'un pays à l'autre, etc. Décrire le capitalisme, même dans une visée critique, comme quelque chose d'homogène revient à maintenir l'idée d'une impossibilité pour les acteurs sociaux d'agir sur l'organisation des activités économiques car cela implique qu'il ne reste comme choix que de détruire complètement l'organisation des activités économiques ou de les accepter comme un tout.

Don Slater: C'est une structure classique de toute bonne vieille politique: créer et constituer votre opposant comme un tout.

Michel Callon: Une totalité incapable de penser sa propre transformation et qui ne fait que réagir aux critiques externes. C'est comme un automate et la seule façon pour lui de survivre est d'incorporer ces gens en dehors pour se transformer lui-même. C'est une façon de se retrouver complètement incapables d'agir sur l'organisation des activités économiques.

Andrew Barry: L'hostilité des économistes politiques à ce type de propositions doit venir aussi de la forme particulièrement brutale de capitalisme en Grande Bretagne et de la façon dont l'économie néo-libérale est devenue dominante dans les vingt dernières années. Dans la mesure où ça n'a pas de sens d'être anticapitaliste selon vous, voyez vous quelques points clés de division qui pourraient faire débat?

Michel Callon: Ce qui est étrange en Grande Bretagne, c'est que dans le cas des chemins de fer ou des secteurs similaires, il y a un vrai débat politique sur la façon d'organiser ce marché, en tirant les leçons de la dérégulation. Cette expérience est un laboratoire en tant que telle parce que vous pouvez voir les effets de choix politiques et vous pouvez imaginer que les marchés peuvent s'organiser de différentes façons plus ou moins satisfaisantes selon les groupes sociaux. Ma question est: Est-ce devenu une question politique en Grande Bretagne ou non et quelles leçons pourraient en être tirées?

Don Slater: Une réponse pessimiste de votre point de vue serait que c'est certainement devenu un enjeu politique sous la forme d'une interrogation sur ce qu'est un service de base. Je ne suis pas sûr que ce soit devenu un enjeu d'économie politique, sur la façon d'organiser les marchés. On en est encore à un problème d'État contre le marché.

Michel Callon: Une des questions intéressantes actuellement est de savoir si l'on doit abandonner l'idée d'une séparation ou d'une division entre le secteur public et le secteur privé, et entre le marché en tant que tel et l'intervention gouvernementale. L'idée que les pouvoirs publics sont extérieurs au marché devient de plus en plus difficile à défendre. Et

l'idée du rôle constitutif des pouvoirs publics dans l'organisation des activités économiques fait des progrès. On reconnaît de plus en plus que tous les marchés sont une étrange combinaison de règles définies par les pouvoirs publics et par les agents privés.

Don Slater: C'est pourquoi la question d'Andrew sur le contexte d'extrême néo-libéralisme est importante, parce que le type de développement qu'il a décrit au Royaume Uni a été expérimenté plutôt comme la pénétration des marchés dans le secteur public que comme la preuve que les marchés pouvaient être organisés différemment ou possédaient des structures de régulation différentes. Si vous parlez aux gens en Grande Bretagne, ils vont vous parler des marchés internes au sein du *National Health Service*, par exemple, qui ont créé de gros problèmes.

Andrew Barry: Il faut faire la différence entre la question d'analyse, qui consiste à dépasser l'opposition entre État et marché et la façon dont cette affirmation peut être lue dans le contexte anglais qui sera aussitôt associée à la troisième voie. C'est sans doute différent dans le contexte français.

Michel Callon: Je pense que l'idée de l'organisation de marché comme un terrain ouvert de réflexion et d'expérimentation fait des progrès. Mais le rôle des chercheurs en sciences sociales et la position des économistes est importante pour établir les termes du débat. La sociologie et l'anthropologie des marchés économiques devraient être plus actives pour présenter une nouvelle gamme de choix politiques parce que les économistes, par profession, ont tendance à penser en termes de guerre entre le secteur privé et le secteur public. Ce que la sociologie et l'anthropologie pourraient apporter à ce débat, c'est précisément la reconnaissance du caractère expérimental des marchés et des organisations de marché et la nécessité de débattre des conséquences de l'expérimentation. C'est un processus d'apprentissage collectif.

Andrew Barry: La clé de tout votre discours est en fait que vous voulez introduire la démocratie dans l'équation, ce qui n'est généralement pas le cas car le débat se polarise sur l'hybridation entre l'État et le marché, sans aucun sens de la démocratisation de cette hybridation.

Michel Callon: Et le débat est monopolisé par des experts comme les économistes. Ils créent, comme dans les autres domaines scientifiques, un public compétent et ignorant, qui est supposé non intéressé à entrer dans le débat. Les économistes jouent un rôle important parce qu'ils performent (ils font exister) l'idée de purs marchés, gouvernés par des lois naturelles dans la sphère politique. C'est bizarre car je pense que maintenant de plus en plus de personnes sont prêtes à contester le



monopole des experts dans les sciences physiques et dans les sciences de la vie. Mais dans les sciences sociales, le rôle des experts demeure très très fort.

Les économistes n'agissent pas comme des scientifiques ou des chercheurs mais comme des experts qui donnent un avis aux décideurs politiques. Probablement, ces experts sont beaucoup plus influents que les experts en physique ou en biologie. Par exemple, Lionel Jospin, en tant que Premier ministre, avait créé un conseil d'experts dont la mission était de lui donner un avis sur les questions économiques. Et dans ce comité il n'y avait aucun sociologue, uniquement des économistes, de purs économistes. C'est incroyable car lorsque vous créez des comités pour traiter des questions de santé ou d'agriculture, de nombreux spécialistes différents sont représentés. C'est seulement pour la politique économique que vous trouvez ce monopole d'un certain type d'experts. (...)

Nous devons abandonner deux positions. La première est celle de la critique des économistes purs et durs, qui vise à leur montrer qu'ils ont tort. La seconde est celle de la description des marchés pour dire seulement qu'ils sont plus compliqués que ce que les économistes ou les décideurs politiques croient. Nous devons plutôt contribuer à la compréhension de ce processus d'enchevêtrement et de désenchevêtrement. (...) L'important c'est d'abandonner la position critique, et d'arrêter de dénoncer les économistes, les capitalistes, etc. Au lieu de ça, nous devons nous engager dans des débats sur des marchés précis. Je pense que c'est la première étape et progressivement, il sera possible d'accumuler des expériences sur la façon d'organiser les marchés, et les débats sur l'organisation des marchés, etc. Ce déplacement est extrêmement important.

Andrew Barry: Ce qui met en évidence la différence avec la position de Bourdieu.

Michel Callon: Oui parce que je pense que la position de Bourdieu le conduit à renforcer cette opposition stylisée entre les macro-structures existantes, les pouvoirs établis, et les forces qui tentent de déstabiliser ces macrostructures en prenant en considération des questions concrètes comme l'organisation de tels marchés. Cela revient à ce que nous disions à propos du capitalisme et de l'anticapitalisme comme deux forces qui font exister le capitalisme comme une réalité et qui paralysent les acteurs. La position adoptée par Bourdieu est précisément de cet ordre. La seule façon de donner des marges de manœuvre aux acteurs est de considérer que, dans certains lieux et à certains moments, les acteurs sont capables de transformer, d'abord localement, les règles du jeu, pour analyser la situation dans laquelle ils sont et de développer de nouvelles

stratégies pour gérer cette situation. Et le rôle du chercheur en sciences sociales est d'identifier ces acteurs et de tenter d'évaluer leurs capacités à transformer les règles du jeu, pour reconfigurer les institutions et pour produire des résultats qui peuvent être transportés dans d'autres lieux. La façon de transformer les soi-disant macrostructures consiste, à partir d'activités restructurantes locales ou micro, à rendre les connexions possibles entre ces localités et d'autres.

Bourdieu non seulement a renforcé les macrostructures qui sont supposées exister, mais il a aussi expliqué pourquoi la vérité est d'un côté et non de l'autre. Il est lui aussi confronté avec le choix moral et politique d'aider un bord et non l'autre. Mais je pense qu'il est plus facile d'expliquer pourquoi dans un cas de conflit limité ou de débat, vous pouvez choisir de coopérer avec différents côtés, parce que les problèmes sont plus circonscrits et les acteurs de différents bords peuvent s'entendre sur la réalité des difficultés qu'ils rencontrent. Par exemple, dans certains cas comme les marchés des OGM, même les industriels admettent qu'ils sont dans une impasse et que quelque chose doit être débattu. Donc ce n'est pas une situation en blanc ou noir, comme celles qui prévalent dans les débats de macro-structures.

Don Slater : Ce qui nous renvoie au début de notre discussion. Vos engagements normatifs sous jacents portent plus sur un certain sens de la démocratie que sur certains participants particuliers. Vous seriez plus proche de Habermas que de Bourdieu. Tout ce que vous soulignez tend vers l'établissement de normes de procédures démocratiques et vers l'émergence de structures qui permettront à de nouveaux agents politiques collectifs d'émerger. Le problème n'est pas tant de choisir son camp que les conditions pour de telles procédures démocratiques.

Michel Callon : Je suis convaincu de l'importance des procédures mais je voudrais dire que l'espace public ou l'espace politique proposé par Habermas est différent de celui que j'imagine. Et la principale raison, c'est que dans le cas de Habermas, ou dans celui de Rawls ou même d'Arendt, les acteurs ou les agents qui sont engagés dans l'espace public sont réduits à des orateurs, à des acteurs parlant librement. Si vous examinez les groupes émergents, les identités sociales et les groupes qui se créent et viennent à l'existence à travers les débordements, vous aurez un compte-rendu très différent des identités sociales que lorsqu'elles sont mises en scène par Rawls ou par Habermas.

Dans leur cas, vous avez des agents désincarnés alors que dans le cas des groupes sociaux concernés émergents vous avez des identités très différentes. Prenez par exemple les patients qui souffrent de dystrophies musculaires. Ils sont créés par la façon dont fonctionnent les

marchés. Comme vous le savez, ils se considèrent eux mêmes comme des groupes « orphelins » car, vu leur petit nombre, ils ne sont pas profitables. Et de plus, ils ne sont pas intéressants en général pour les chercheurs académiques ou les scientifiques. Il est aisé de comprendre comment les marchés économiques créent de tels groupes orphelins. Ils ne sont tout simplement pas reconnus et ils n'existent pas du tout. Et d'autres groupes concernés sont touchés par les débordements, comme dans le cas des pollutions, etc. Vous avez donc ces deux types de groupes concernés : les groupes orphelins et les groupes touchés. Si je prends le cas de groupes orphelins comme celui des patients souffrant de dystrophie musculaire, la seule façon pour eux de participer à un débat public et d'avoir la possibilité de réorganiser les marchés, c'est de venir avec leurs corps handicapés, et se transformer eux-mêmes, de monstres que l'on cachait dans la vie privée, en êtres humains qui doivent être considérés comme des êtres humains. Cette transformation est centrale.

Vous ne pouvez pas mettre leurs corps et leurs propriétés particulières d'acteurs entre parenthèses. Il n'y a rien à cacher. Vous devez révéler ce qui doit être caché dans la philosophie de Rawls. Et vous devez mettre votre corps en scène, et non laisser vos corps et vos gènes dans votre sphère privée. La notion de sphère publique est très différente dans ce cas de ce qu'elle est dans le cas d'une philosophie plus traditionnelle.

Don Slater : C'est aussi un niveau d'investissement différent. L'engagement dans des mouvements sociaux, dans l'action politique va au-delà de la discussion raisonnée. C'est là une façon d'être incarné, en acceptant les conséquences, de bien plus grandes conséquences que de perdre une discussion.

## ■ Bibliographie

Arrow, K., « Economic welfare and the allocation of resources for inventions », in R.R. Nelson (ed.), *The Rate and Direction of Inventive Activity*, Princeton, Princeton University Press, 1962.

Beck, U., (1992) « La société du risque », Paris, Aubier, 2001 (1ère éd. 1986).

Boltanski, L., et Chiapello, E., « Le Nouvel Esprit du Capitalisme », Paris, Gallimard, 1999.

Bourdieu, P., « Contre-feux : propos pour servir à la résistance contre l'invasion néo-libérale », Paris, Éditions Raisons d'Agir, 1998.

Bush, V., « Science : The Endless Frontier », Washington, U.S. Government Printing Office, 1945.

Callon, M., « The Laws of the Markets », Oxford, Basil Blackwell, 1998.

Callon, M., Lascoumes, P., et Barthe, Y., « Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique », Paris, Le Seuil, 2001.

Epstein, S., « Impure Science : AIDS, activism and the politics of knowledge », Berkeley, California University Press, 1996.

Foucault, M., « The Political Function of the Intellectual », in *Radical Philosophy* 17, 12-14, 1977.

Gibson Graham, J.K., « The End of Capitalism (as we knew it) : a Feminist Critique of Political Economy », Cambridge, Basil Blackwell, 1996.

Rabeharisoa, V., et Callon, M., « Le pouvoir des malades : l'association française contre les myopathies et la recherche », Paris, École des Mines, 1999.

Michel Callon: Exactement, le cas des patients du SIDA étudié par Stephen Epstein est très éclairant car ce n'est pas une arène habermassienne. Ils sont engagés dans l'organisation des expérimentations, des essais cliniques, ils discutent de ce que constituer un échantillon représentatif de patients signifie, etc. Et c'est une question de vie et de mort et non une question de discussion.

Don Slater: Votre position en tant que chercheur en relation avec eux comporte un certain rapport avec ce que pourrait être une position habermassienne. Même si les formes de leurs engagements sont différentes, ce que vous cherchez, ce sont précisément ces moyens qui peuvent contribuer au processus démocratique, pour le faire mieux correspondre à une situation de pouvoir de parole mais dans un sens métaphorique plus large: la force de la présence démocratique.

Andrew Barry: La relation à Habermas est du même ordre que celle avec les économistes. Habermas pense la politique comme relevant de l'espace public qui serait distinct du domaine de l'État et distinct du marché. Même si on retient la notion de sphère publique, ses débordements eux-mêmes doivent être traités.

Michel Callon: Exactement, c'est un point important. Rappelez-vous Hannah Arendt qui soulignait la nécessité pour les citoyens de quitter les soucis économiques pour pouvoir parler librement dans la sphère publique. Ce que je recommande est exactement l'opposé. Votre corps, vos activités économiques, vos soucis de subsistance, etc., tous ces sujets sont discutables et doivent être débattus dans l'espace public.

*Traduit et abrégé par Dominique Boullier.*